

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 octobre 1992 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 octobre 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 octobre 1992 portant délégation des compétences de décision aux membres du Gouvernement flamand, notamment l'article 4, premier alinéa, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 janvier 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 3 novembre 1993 portant délégation de certaines compétences en matière de logistique aux fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande;

Considérant qu'en vue d'une exécution efficace de la politique, il y a lieu de déléguer certaines compétences aux fonctionnaires de la Communauté flamande,

Arrête :

Article 1er. A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 3 novembre 1993 portant délégation de certaines compétences en matière de logistique aux fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande les mots « l'article 11, § 2 » sont remplacés par les mots « l'article 10, § 2 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 20 octobre 1992.

Bruxelles, le 28 février 1994.

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 94 — 1308 (94 — 884)

16 MAART 1994. — **Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld en andere vergoedingen en kosten voor loodsverrichtingen in het Belgisch loodsvaarwater en op de Schelde beneden Antwerpen, in de monden van de Schelde en op het kanaal Gent-Terneuzen.** — **Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 maart 1994, bladzijde 8517, onder « Loodsvergoedingen » dient men te lezen :

420 Nederlandse gulden = 7 800 BF (i.p.v. 3 800 BF).

840 Nederlandse gulden = 15 600 BF (i.p.v. 35 600 BF).

TRADUCTION

F. 94 — 1308 (94 — 884)

16 MARS 1994. — **Arrêté du Gouvernement flamand fixant les tarifs des droits de pilotage et autres indemnités et frais pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage belges et sur l'Escaut en aval d'Anvers, dans les bouches de l'Escaut et sur le canal Gand-Terneuzen.** — **Erratum**

Au *Moniteur belge* du 29 mars 1994, page 8517, texte néerlandais, il faut lire sous « Loodsvergoedingen » :

420 Nederlandse gulden = 7 800 BF (au lieu de 3 800 BF).

840 Nederlandse gulden = 15 600 BF (au lieu de 35 600 BF).

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 1309

[C — 27254]

31 MARS 1994. — **Arrêté du Gouvernement wallon octroyant des délégations de pouvoirs au secrétaire du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 1er juillet 1993 portant création du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 1er janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en raison de la mise en place du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, il est impératif d'octroyer, sans retard, les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement dudit Conseil;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Délégation est accordée au secrétaire du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, ci-après dénommé le Conseil, pour engager toute dépense imputable sur les articles 12.03 du Titre I^{er} et 74.07 du Titre II du programme 14.01 de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative au fonctionnement du Conseil, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 200 000 francs, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

Art. 2. Le secrétaire du Conseil est habilité à approuver et ordonnancer les dépenses engagées à charge des crédits prévus sur l'article 12.03 du Titre I^{er} et de l'article 74.07 du Titre II du programme 14.01 de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. Lorsque les délégations octroyées par les dispositions qui précèdent concernent un marché public de travaux, de fournitures et de services, le secrétaire du Conseil a délégation, jusqu'à concurrence du montant prévu à l'article 1er du présent arrêté, pour :

1^o arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2^o imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Le secrétaire du Conseil a en outre délégation pour accomplir les actes concernant l'exécution des marchés relatifs au fonctionnement du Conseil.

Art. 4. Le secrétaire du Conseil est tenu de communiquer mensuellement au Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne :

1^o une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;

2^o un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1er sont transmis au Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée.

Le fonctionnaire mentionné à l'alinéa 2 communique lesdits documents au Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions.

Art. 5. En l'absence du secrétaire, les délégations de pouvoirs visées aux articles 1^{er}, 2, 3 et 4, sont confiées au secrétaire adjoint du Conseil.

Art. 6. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par le secrétaire du Conseil atteint 75 % des crédits prévus pour l'article 12.03 du Titre I^{er} du programme 14.01 de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

Art. 7. Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mars 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 1309

[C — 27254]

31. MÄRZ 1994. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung von Vollmachten an den Sekretär des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere Artikel 2 § 3;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund des Dekretes des Wallonischen Regionalrates vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Mai 1979, 4. Februar 1980, 20. August 1981, 30. März 1983, 19. August 1985 und 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 über die Gewährung von Vollmachten in Sachen Abschluß und Ausführung von öffentlichen Aufträgen von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. August 1981;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeit der Haushalt gehört;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Anbetracht der Tatsache, daß es infolge der Gründung des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region unerlässlich ist, umgehend die Befugnissübertragungen zu gewähren, die einen reibungslosen Arbeitsablauf des genannten Rates gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Dem Sekretär des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region, nachstehend « der Rat » genannt, werden Vollmachten gewährt, die ihm ermöglichen jegliche Ausgabeverpflichtung, die auf die Artikel 12.03 des Titels I und 74.07 des Titels II des Programms 14.01 des Abschnitts 14 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region angerechnet werden können und sich auf die Funktionsabläufe des Rates beziehen, einzugehen, unter der Bedingung, daß der Betrag 200 000 BEF einschließlich MwSt nicht übersteigt.

Art. 2. Der Sekretär des Rates ist befugt, die Ausgabeverpflichtungen, die zu Lasten der in Artikel 12.03 des Titels I und 74.07 des Titels II des Programms 14.01 des Abschnitts 14 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen wurden, zu verabschieden und die Zahlung anzuordnen.

Art. 3. Wenn die durch die vorgenannten Bestimmungen gewährten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen betreffen, ist der Sekretär des Rates befugt, bis zur Höhe des in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses festgelegten Betrags:

1° das Sonderlastenheft oder die als Lastenheft geltenden Dokumente zu verabschieden und zu billigen, die Wahl der Durchführungsbestimmungen der Vertragsabschließung vorzunehmen und die Einleitung des Verfahrens und den Abschluß des Auftrags vorzunehmen;

2° unter den durch Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen festgelegten Bedingungen eine Preiskontrolle durchzuführen, sofern diese nicht Pflicht ist.

Der Sekretär des Rates ist außerdem befugt, jene Handlungen vorzunehmen, die die Ausführung von Aufträgen betreffen, die sich auf den Arbeitsablauf des Rates beziehen.

Art. 4. Der Sekretär des Rates ist verpflichtet, dem Ministerium der Wallonischen Region monatlich folgende Dokumente zu übermitteln:

1° eine Liste der Verpflichtungen und Zahlungsanordnungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses ausgeführt hat;

2° ein Inventar der neuen Vermögensankäufe, unter der Angabe der dem Material zugeordneten Inventarnummer sowie seines Standortes.

Die im ersten Absatz genannten Dokumente werden dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach Ablauf des betreffenden Monats übermittelt.

Der in Absatz 2 genannte Beamte übermittelt die genannten Dokumente dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören.

Art. 5. In Abwesenheit des Sekretärs werden die in den Artikeln 1 2 3 und 4 genannten Vollmachten auf den Stellvertretenden Sekretär des Rates übertragen.

Art. 6. Die vorgenannten Bestimmungen führen nicht dazu, den ersten Anweisungsbefugten von seinen Befugnissen zu entheben, alle durch den vorliegenden Erlaß genannten Ausgaben beschließen und verabschieden zu können und die Zahlung anzuordnen.

Unbeschadet des Artikels 1 wird die Gewährung von Vollmachten zur Zahlungsverpflichtung aufgehoben, sobald der Betrag der durch den Sekretär des Rates beschlossenen Ausgaben 75 % der für Artikel 12.03 des Titels I des Programms 14.01 des Abschnitts 14 des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Haushaltsmittel übersteigt. Der erste Anweisungsbefugte ist befugt, diese Aufhebung mittels einer vorherigen Erlaubnis aufzuheben.

Absatz 2 ist jedoch nicht auf den Bereich der Festkosten anwendbar.

Art. 7. Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. März 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 1309

[C — 27254]

31 MAART 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van bevoegdheidsdelegaties aan de secretaris van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;
Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

- Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;
- Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest;
- Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;
- Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;
- Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;
- Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort;
- Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;
- Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
- Overwegende dat, rekening houdend met de inwerkingstelling van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, het geboden is de bevoegheidsdelegaties onverwijld toe te kennen voor de goede werking van genoemde Raad;
- Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, hierna volgend « de Raad » genoemd, om alle uitgaven vast te leggen die toegerekend worden op de artikelen 12.03 van Titel I, en 74.07 van Titel II, programma 14.01, afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking hebben op de werking van de Raad, indien dit bedrag niet hoger is dan 200 000 BEF, belasting op de toegevoegde waarde inbegrepen.

Art. 2. De secretaris van de Raad is gemachtigd voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de vastgelegde uitgaven ten laste van de kredieten uitgetrokken op de artikelen 12.03 van Titel I, en 74.07 van Titel II, programma 14.01, afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 3. Wanneer de door de voorafgaande bepalingen toegekende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen en diensten, heeft de secretaris van de Raad delegatie ten belope van het in artikel 1 van dit besluit voorziene bedrag om :

1° het bestek of de als zodanig geldende bescheiden vast te stellen en goed te keuren, de wijze te kiezen waarop de opdracht wordt gegund, de procedure in te zetten en de opdracht te besluiten;

2° de prijzencontrole op te leggen, indien hij niet verplicht is, onder de voorwaarden voorgeschreven in artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

De secretaris van de Raad is bovendien bevoegd om de handelingen te verrichten die betrekking hebben op de uitvoering van de opdrachten betreffende de werking van de Raad.

Art. 4. De secretaris van de Raad is ertoe gehouden :

1° een lijst van de vastleggingen en ordonnancieringen die hij uitgevoerd heeft bij toepassing van de bepalingen van dit besluit;

2° een inventaris van de nieuwe aangeworven erfgoederen, met aanduiding van het aan het materieel toegewezen inventarisnummer en zijn localisatie maandelijks aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest over te maken.

De in het eerste lid bedoelde bescheiden moeten de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest toekomen binnen een termijn van vijftien dagen na het verloop van de maandelijks betrokken periode.

De in het tweede lid bedoelde ambtenaar doet genoemde bescheiden toekomen aan de Minister tot wiens bevoegdheden de plaatselijke besturen behoren.

Art. 5. Indien de secretaris afwezig is, worden de in artikelen 1, 2, 3 en 4 bedoelde bevoegheidsdelegaties toegekend aan de adjunct-secretaris van de Raad.

Art. 6. De voorafgaande bepalingen hebben niet als gevolg de eerste ordonnateur te ontdoen van de bevoegdheid alle bij dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Onverminderd het eerste lid worden de bevoegheidsdelegaties inzake vastlegging geschorst zodra het bedrag van de door de secretaris van de Raad vastgelegde uitgaven 75 % bereikt van de kredieten die voorzien zijn voor het artikel 12.03 van Titel I, programma 14.01, afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest. De schorsing kan opgeheven worden op voorwaarde dat de eerste ordonnateur hier voorafgaand mee instemt.

Het tweede lid is echter niet van toepassing op de vaste uitgaven.

Art. 7. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME